

Type d'acte	An	Mois	Jour	N° Acte	Titre de l'Acte	Nomenclature	
ARR	2023	01	31	047	DLF RESEAUX – Réparation de conduite télécom sous chaussée – 17 avenue Désiré Valette	6.1	Police municipale

## VILLE DE SAINT-VALLIER (DRÔME) ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023-047

Le Maire de la Commune de Saint-Vallier,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6,

**VU** le Code de la Route,

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié et complété, relatif à la circulation routière,

**VU** la demande en date du 20 janvier 2023 de l'entreprise DLF RESEAUX, représentée par Monsieur LAZRAK Samir, 15 rue Roger Salengro – 33440 AMBARES ET LAGRAVE concernant des travaux relatifs à une réparation de conduite télécom sous chaussée au 17 avenue Désiré Valette à compter du 6 février 2023 et pour une durée de 30 jours,

**CONSIDÉRANT** que pour des raisons de sécurité, il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1 :** L'entreprise DLF RESEAUX est autorisée à occuper le domaine public afin de réaliser une réparation de conduite télécom sous chaussée au 17 avenue Désiré Valette à compter du 6 février 2023 et pour une durée de 30 jours,

**ARTICLE 2 :** Les travaux empièteront légèrement sur la chaussée mais n'entraveront pas la circulation. Pendant la durée du chantier, la circulation et le stationnement seront règlementés comme suit :

- Le stationnement sera interdit à tout véhicule au niveau du chantier
- La vitesse limitée à 30km/h.

**ARTICLE 3 :** Les panneaux de signalisation, de protection du chantier et d'interdiction de stationner seront mis en place, entretenus et déposés par l'entreprise DLF RESEAUX.

**ARTICLE 4 :** Toutes les mesures devront être prises par l'entreprise DLF RESEAUX pour assurer la sécurité des piétons, l'accès aux propriétés riveraines ainsi que l'accès des véhicules de secours.

**ARTICLE 5 :** L'entreprise DLF RESEAUX sera entièrement responsable de tous les accidents qui pourraient être le fait de son chantier. Sa responsabilité sera substituée à celle de l'administration dans le cas où cette dernière serait recherchée.

*Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet des voies de recours suivantes :*  
- recours gracieux  
- recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble.

**ARTICLE 6** : La réfection du revêtement en béton désactivé doit être faite avec soin et doit donner lieu à un aspect identique à l'existant tant en termes de couleur que de granulométrie. Règlement joint au présent arrêté.

**ARTICLE 7** : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois en vigueur.

**ARTICLE 8**: Le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Vallier, les agents de la Police Municipale et le commandant de la Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Vallier, le 31 janvier 2023

**Jean-Louis BEGOT**

Adjoint en charge du cadre de vie, de la voirie,  
de la propreté, des bâtiments et terrains municipaux



*Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet des voies de recours suivantes :*

- recours gracieux
- recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble.